



Traduction FR -

DECLARATION DU CINQUIEME « FORUM POLITIQUE DE BOLOGNE »

Paris, 25 mai 2018

Nous, Ministres responsables de l'Enseignement supérieur et chefs de délégation, institutions et organisations participant au 5ème Forum politique de Bologne, promouvons avec force toute la valeur que l'enseignement supérieur apporte constamment aux sociétés. Dans un monde de plus en plus interconnecté et internationalisé, l'enseignement supérieur et la recherche sont essentiels à notre prospérité future, à la paix et au progrès. L'enseignement supérieur dans sa collaboration avec la société est vital dans un contexte où toutes nos sociétés sont face à des défis allant de l'exclusion sociale, du chômage chez les jeunes et des inégalités de genre à la montée du populisme, aux déplacements de populations, au changement climatique et engagent l'avenir même de notre planète. Le Forum politique du processus de Bologne de mai 2018 à Paris a constitué une opportunité importante pour un dialogue multilatéral et l'échange d'idées entre les membres de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES), les Ministres d'autres pays et nombre de parties prenantes.

L'enseignement supérieur est, par tradition, à l'origine de la création de liens internationaux. Il existe de nombreux exemples de partenariats fructueux entre nos pays. Les établissements d'enseignement supérieur et les parties prenantes sont parmi les principaux moteurs de la coopération internationale à travers la mobilité des personnels et des étudiants, les partenariats de recherche internationale, l'éducation transnationale et la collaboration pour parvenir à la résolution des défis mondiaux. Ainsi l'enseignement supérieur a offert un fondement solide pour l'enrichissement mutuel des idées et l'échange des bonnes pratiques qui contribuent à la résolution des enjeux mondiaux.

L'EEES constitue un exemple du type de progrès qui peut être accompli par la coopération entre de nombreux pays agissant sur la base du volontariat. Cela a permis de définir un cadre et des outils pratiques qui ont modernisé et amélioré la qualité de l'enseignement supérieur - tels que les acquis des apprentissages, le supplément au diplôme, les cadres des certifications ainsi que l'assurance et l'amélioration de la qualité. Des approches similaires ont été adoptées par d'autres régions en Asie du Sud-Est, en Méditerranée et en Amérique Latine; toutes se sont activement engagées dans le développement d'instruments intégrateurs, tels que les cadres de qualité, les systèmes de transfert de crédit, et les cadres nationaux des certifications, afin de renforcer la qualité et faciliter la reconnaissance intra-régionale et la mobilité. Le processus de l'ASEM est un exemple d'initiative de coopération transnationale fructueuse entre l'Asie et l'Europe, tout comme le partenariat Afrique-UE qui met en évidence l'excellente collaboration entre les deux continents.

Notre conviction est que le « Forum politique de Bologne », soutenu par les Ministres et les organisations internationales, peut entraîner une coopération internationale à un niveau plus systématique et durable. Cette coopération nécessite de prendre en compte la diversité de nos régions, notamment les différences de contextes sociaux et politiques nationaux et plus largement la géopolitique de l'enseignement supérieur. Elle devrait se développer avec la définition d'ambitions et d'objectifs réalistes qui peuvent être atteints dans un esprit d'échange et d'apprentissage mutuel. Il est important que ceux qui ont des responsabilités dans le domaine de l'enseignement supérieur écoutent, apprennent et s'engagent sur des questions communes. Ces questions incluent la qualité, la liberté académique, la participation étudiante, l'inclusion sociale, le statut, l'autonomie et le rôle plus large des établissements d'enseignement supérieur. Le cinquième « Forum politique de Bologne » a initié un dialogue politique mondial centré sur deux de ces préoccupations d'intérêt commun : l'inclusion sociale et plus largement la responsabilité sociétale de l'enseignement supérieur.

Bien que le pourcentage de la population étudiante augmente dans la plupart des pays, l'inclusion sociale et l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur demeurent des défis dans le monde. Les groupes défavorisés, incluant les migrants et réfugiés, font face à des défis supplémentaires non seulement pour accéder à l'enseignement supérieur mais aussi pour y réussir. Par conséquent la question de l'inclusion sociale ne concerne pas uniquement un accès équitable mais aussi la réussite dans l'enseignement supérieur - cela inclut le non-décrochage, la progression dans les études et la réussite, ainsi que l'insertion professionnelle pour tous nos étudiants et nos diplômés.

Les défis sociaux contemporains nécessitent un engagement local, régional et mondial. Dans le soutien qu'ils apportent aux économies locales, régionales ou nationales, les établissements d'enseignement supérieur sont vitaux. Nous nous accordons sur le fait qu'ils peuvent et devraient jouer localement un rôle social et culturel encore plus fort, ainsi qu'un rôle de leader. Par ce rôle sociétal vital, les établissements d'enseignement supérieur peuvent aider à construire une cohésion sociale en dotant les étudiants des valeurs, des compétences et des aptitudes qui promeuvent la participation citoyenne, l'inclusion sociale, le développement durable et la citoyenneté mondiale.

Nous, Ministres, nous nous engageons à soutenir ce dialogue interrégional continu et fructueux sur les questions d'intérêt commun parmi les décideurs politiques, les organisations parties prenantes, les étudiants, les personnels et les établissements d'enseignement supérieur. Nous proposons la création d'un « Groupe de travail mondial » au titre du prochain programme de travail de Bologne pour 2018-2020 pour faire avancer ces objectifs, et nous invitons les pays à exprimer leur intérêt pour organiser des ateliers de haut niveau sur une base annuelle afin de continuer le dialogue relatif à l'inclusion sociale et le rôle plus large de l'enseignement supérieur. Nous nous engageons également à poursuivre la collaboration, le partage d'expériences et l'identification d'objectifs futurs au travers d'ateliers conjoints, de conférences et, ce qui est important, à trouver des réponses innovantes à nos défis communs par l'apprentissage par les pairs. Nous appelons les établissements d'enseignement supérieur à explorer toutes les opportunités offertes par les actions de mobilité et les programmes de coopération bilatéraux et multilatéraux, tels que les programmes financés par l'UE, Erasmus+ ou le programme de recherche Horizon 2020, afin de développer des partenariats internationaux et collaborer à la résolution de nos défis communs.



Conférence ministérielle européenne pour l'enseignement supérieur





ANNEXE

Pays participants par ordre alphabétique

Albanie Kenya
Algérie Kirghizstan
Allemagne Lettonie
Andorre Liechtenstein
Argentine Lituanie
Arménie Luxembourg
Autriche Madagascar

Azerbaïdjan Mali Biélorussie Malte Belgique Mexique Bosnie-Herzégovine Moldavie Brésil Monténégro Bulgarie Nigéria Chypre Norvège Colombie Ouzbékistan Côte d'Ivoire Pakistan Croatie Pays-Bas Cuba Pérou Pologne **Danemark** Egypte **Portugal** Qatar Espagne

Estonie République dominicaine Fédération de Russie République slovaque Finlande République tchèque

France Roumanie Gabon Royaume-Uni Saint-Siège Géorgie Ghana Salvador Grèce Sénégal Hongrie Serbie Slovénie Inde Irak Suède Suisse Irlande Islande Thaïlande **Tunisie** Israël Italie **Turquie** Turkménistan Japon Kazakhstan Ukraine

Institutions et organisations participantes par ordre alphabétique

Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)

Association américaine des Responsables de la scolarité et des inscriptions universitaires (AACRAO)

Association des Universités du Groupe de Montevideo (AUGM)

Association du Registre européen pour l'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur (EQAR)

Association européenne de l'université (EUA)

Association européenne des universités pour l'enseignement à distance (EADTU)

Association européenne pour l'Education Internationale (EAIE)

Association européenne pour l'Assurance Qualité dans l'Enseignement Supérieur (ENQA)

Association européenne des Etablissements d'Enseignement Supérieur (EURASHE)

Association internationale des Universités (IAU)

Association pour la Coopération Académique (ACA)

Banque mondiale

BusinessEurope

Centre de l'Organisation des Ministres d'Education de l'Asie du Sud-Est (SEAMEO RIHED)

Commission de l'Union Africaine

Commission européenne

Conseil de l'Europe

Conseil inter-universitaire pour l'Afrique de l'Est (IUCEA)

Dialogue Asie-Europe (ASEM)

EUROCADRES

EURODOC

EUROSCIENCES

Eurostudent

Eurydice

Fondation Asie-Europe (ASEF)

Fondation Amérique latine et Caraïbes-Union européenne (ALC-UE/UE-LAC)

Forum Académique Permanent Amérique latine et Caraïbes-Union européenne (FAP ALC-UE)

Institut d'Education Internationale (IIE)

Ligue européenne des Universités de Recherche (LEUR)

Observatoire de la Magna Charta

Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)

Organisation des Etats Ibéro-Américains pour l'Education, la Science et la Culture (OEI)

Organisation des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO)

Réseau International pour les Agences d'Assurance-Qualité dans l'Enseignement Supérieur (INQAAHE)

Secrétariat Général Ibéro-Américain (SEGIB)

Structure pan-européenne de l'Internationale de l'Education (EI-IE)

Union des Etudiants Européens (ESU)

Union de tous les Etudiants Africains (AASU)

Union des Universités Méditerranéennes (UNIMED)

Union pour la Méditerranée (UpM)